Séminaire U&A SNES – 27 et 28 août 2008

Compte rendu des débats sur l'élévation du niveau de recrutement et sur la formation des maîtres

par Laurent Tramoni

Rappel des mandats par Frédérique Rolet : élévation du niveau de recrutement, formation plus longue et plus complète. Les motifs : complexité des métiers et besoins professionnels, élévation générale et continue des qualifications dans l'ensemble des professions.

Décision de « masterisation » de la formation des enseignants. Problèmes que cela pose :

Les points à débattre

- **Pré-Recrutements** pour alimenter les viviers (insuffisance de diplômés à ce niveau-là), aides sociales pour tenir compte de la situation sociale des étudiants en difficulté sociale.

- **Formation professionnelle** : la pré professionnalisation (L2) pourrait aborder l'histoire des disciplines, du système éducatif, avec approfondissement didactique des disciplines, initiations à la recherche, notions de sociologie, de psychologie ... Le Ministère ne dit rien sur ce point, les Universités sont autonomes et peu favorables à des cadrages nationaux des formations offertes.

Pendant l'année de préparation aux concours, avoir des stages d'observation, sans prise en charge des élèves par l'étudiant, avant une année de stage post concours. Cette dernière année devrait être suffisamment allégée en heures de cours pour, tout en permettant la prise de responsabilité, concevoir des allers retours en la théorie et la pratique. L'année de stage est supprimée dans le projet ministériel.

- **Rôle des IUFM** : Le Ministère n'est pas pour la disparition des IUFM, mais dans le cadre d'une concurrence entre universités, on peut imaginer que des universités n'ayant pas d'IUFM intégrés proposent des maquettes de formations universitaires en lien avec les concours, la régulation se faisant alors du fait des différences de taux de réussite aux concours.

- **Place et contenu des concours** : un texte est prêt et fait accord entre Ministère, CPU et CDIUFM. Les concours doivent vérifier la qualification universitaire, en assurant une meilleure adéquation avec les besoins des programmes et du métier. Plus une épreuve permettant de vérifier la capacité à exercer le métier, sans trop verser dans la professionnalisation dès ce stade-là.

Le Ministère prévoit de mettre le concours à la fin du premier semestre de M2. Le dernier trimestre serait constitué d'un stage et d'épreuves d'admissibilité liées au stage. Année de M2 compressée : un véritable master doit comporter une initiation à la recherche.

Articulation entre CAPES et Agrégation, placés au même niveau : unification des corps sur la base la plus favorable ? Peu probable, alors quelle différenciation dans le contenu des concours ? Les agrégés seraient-ils réservés au post bac ?

- **Revalorisation** des métiers : le ministère ne veut pas entendre parler d'un plan qui concerne tous les corps, tous les échelons. Donc, recours à l'indemnitare, au fonctionnel : par exemple, indemnité pour les conseillers pédagogiques (voire décharge horaire), prime pour les nouveaux recrutés ... Mais pour les autres ?

- **Quelle attitude adopter face au ministère ?**

Présentation du texte ministériel « Objectifs et principes directeurs de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants »

Objectifs du débat : stratégie et méthode de travail pour préciser nos mandats : maquettes des concours, pré recrutements ...

Pré-recrutements sur critères sociaux ?

Problème des viviers et de la concurrence avec d'autres professions ayant le même niveau de qualification. Pour nous le pré recrutement n'est pas une aide sociale (mandat de Clermont). Les aides sociales sont sur critères sociaux. C'est une différence de revendication avec l'UNEF qui demande des pré recrutements sur critères sociaux. L'expérience des IPES montre qu'alors que l'entrée du dispositif n'était pas sur critère sociaux, seuls les étudiants issus des milieux défavorisés s'y présentaient, du fait de la contrainte forte que représentait l'engagement quinquennal.

Problème de la place des concours et de l'articulation form univ / form prof : passer le concours pendant le deuxième semestre de M2 avant une année de stage commençant le 1^{er} septembre.

On ne peut pas écarter d'un revers de main la question des critères sociaux : il faut se reposer la question du pré recrutement intégrant des critères sociaux, c'est une nécessité pour créer des alliances.

Problème des viviers au moment où des classes démographiques creuses arrivent à l'université, aux besoins de renouvellement des personnels qualifiés de la société du fait des départs en retraites et donc une situation de viviers de bac + 5 insuffisants ? Le concours peut simplement être supprimé par l'insuffisance des viviers. Dans ce cas, l'élévation même du niveau de recrutement serait niée par le recrutement de précaires à un niveau universitaire inférieur au master. D'où l'importance des pré recrutements à tous les niveaux.

Le SNES isolé dans la FSU

Débat interne à la FSU et problématique intersyndicale. Isolement du SNES.

SNUipp : pas d'élévation du niveau de recrutement mais uniquement élévation du niveau de qualification par reconnaissance de la formation et allongement. Désaccord sur le contenu de la formation, la question de l'ancrage disciplinaire fort n'étant pas partagé. Le SNES propose des maquettes de M1 différentes entre premier degré et second degré, mais le SNUipp craint un véritable décrochage .

SNEP : formation spécifique en STAPS, ce qui modifie profondément la problématique disciplinaire / professionnalisation.

SNUEP : revendique un recrutement en licence. Ce qui ne va pas dans le sens du rapprochement des corps.

Le contexte Fonction Publique

La question du recrutement et des concours est très travaillée au niveau de la FP. Les critiques faites au recrutement dans la FP ne sont pas étayées mais très idéologiques : les concours recrutent des sur diplômés par rapport aux besoins (surtout en catégorie C : mais est-ce le signe que ce sont les agents qui sont sur diplômés ou les postes qui sont sous calibrés ?), thème de la diversité de la FP à l'image de la population... Propositions de recrutements hors concours par contrat à des non titulaires issus des quartiers défavorisés pour assurer la dite diversité. Volonté d'externaliser la formation professionnalisation : professionnalisation des cursus universitaires, ce qui crée un vivier de non titulaires. Rappelons que le recours au contrat est maintenant considéré comme la norme, au même titre que les concours.

La FP considère que les savoirs professionnels sont plus répandus dans la population que les savoirs académiques, ce qui n'est pas juste. Parmi les trois épreuves proposées par la FP dans le projet type de concours, une des épreuves serait centrée sur le potentiel personnel de l'individu : potentiel humain.

La FP est attachée aux concours, non pas parce qu'ils garantissent l'égalité d'accès, mais parce que c'est la façon la plus économique de trier les candidats.

Le contexte européen

Le contexte européen place le master en position de niveau de qualification de référence. La formation des enseignants doit être intégrée pleinement à la formation universitaire et à la formation à la recherche, en mettant en œuvre des programmes de formation qui entrent dans le cadre du LMD : pré professionnalisation en L, professionnalisation en M, approfondissements au-delà du M (par exemple pour les formateurs).

La formation professionnelle

L'existence des concours est une pierre angulaire de la doctrine du SNES. Mais le gouvernement veut placer en amont la formation professionnelle, et les concours devraient sélectionner des futurs enseignants déjà formés.

Problématique de la pré professionnalisation et des épreuves de concours liées à ce point : une professionnalisation accrue des épreuves qui conditionnerait les chances de réussite aux concours au suivi de la filière de formation universitaire serait problématique par rapport aux viviers et par rapport à la comparabilité des masters liés aux métiers de l'enseignement avec les autres masters.

La logique ministérielle est de se dédouaner sur les université de la formation professionnelle, ce qui ne correspond pas à la nôtre. Ou sera mis le curseur entre formation disciplinaire et formation professionnelle ? En même temps, nous avons une opportunité d'obtenir une élévation de notre niveau de recrutement. L'occasion se représentera-t-elle ? Il faut la saisir. Nous ne devons pas nous couper de la communauté scientifique et en particulier nuancer notre discours sur les IUFM. Besoin d'un travail commun au secteur Contenus et au secteur IUFM, mais aussi avec les mouvements pédagogiques.

Les IUFM sont un progrès car ils rapprochent la formation des enseignants de l'université. Est-ce à l'employeur ou à l'université de prendre en charge la formation professionnelle ? C'est au Ministère à imposer aux universités de prendre réellement en charge la formation professionnelle. La disparition de l'année de formation professionnelle serait une catastrophe : il ne peut y avoir de professionnalisation des épreuves d'admissibilité. Il ne faut pas fabriquer une formation ghetto. Prenons acte de l'élévation du niveau de recrutement. Défendons la formation professionnelle.

Déjà les étudiants préfèrent s'inscrire en master universitaire plutôt qu'en IUFM. Problème des concours de recrutement pour lesquels les master disciplinaires n'existent pas (PLP, PE). Problème de l'offre de formation dans les universités où l'IUFM a été intégré.

Les concours :

Problème de l'articulation de la délivrance du M2 et de la réussite au concours, de ceux qui échouent au concours et qui doivent se réorienter en cours d'année.

Comment dans le contexte nouveau articuler agrégation et CAPES ? Place du concours : il faut une maîtrise pour devenir enseignant. La question du master n'est venue que pour entrer dans le cadre LMD. C'est le M1 qui est décisif. Le débat sur le M2 n'est que celui de contenus qui soient reconnus comme permettant la délivrance du master.

Quelle sera la composition des jurys de concours ? Les membres actuels de jurys ne sont pas aptes à apprécier les compétences, il faudrait des psychologues ? Le risque est aussi d'avoir un petit nombre de fonctionnaires enseignants entourés par une grande masse d'enseignants non fonctionnaires.

L'existence des concours est menacée, leur caractère national, leur contenu, le volume de recrutement par concours et celui par contrat. L'agrégation est en question, ainsi que le risque de décrochage entre collèges et lycées. Est enfin en question le mouvement national et des affectations.

Notre mandat d'étape est en retrait par rapport à la proposition du ministère. Il faut donc utiliser la proposition du ministère pour avancer vers le mandat d'aboutissement.

Qui pourraient être nos alliés ? Peut-être d'abord nos collègues. Ce qui nécessite qu'on place au premier plan la défense des concours et ne rien céder sur l'excellence du recrutement. Problème du concours en milieu d'année et de l'articulation avec l'obtention du master.

Place du concours au cours du M2 : pas de consensus.

Contenus des concours : travail à mener. La professionnalisation des concours va induire une homogénéisation des viviers en limitant les chances de réussite à ceux qui ont suivi la formation professionnelle.

Composition des jurys de concours : c'est effectivement un point important.

L'année de stage :

La suppression de l'année de stage est un véritable point de difficulté. L'essentiel de la formation professionnelle est aujourd'hui délivré aux PCL2. Elle se traduirait par 7000 suppressions d'emploi au budget 2010.

Problème essentiel de la suppression de la formation professionnelle lors de la deuxième année. Le Ministère doit prendre en charge la professionnalisation, autrement que sous forme de compagnonnage ou sous forme de formation continue en dehors du temps de travail.

Quelles conséquences pour l'ensemble de la profession :

Comment obtenir que la revalorisation concerne tout le monde ? La revalorisation et les conditions d'entrée dans le métier (année de stage, ensemble de la formation initiale, entrée progressive dans le métier avec temps de service allégé) conditionnent le maintien de viviers d'étudiants suffisants.

L'affectation des personnels pourrait être bouleversée : en 2009, dernière année du dispositif actuel. Affectation à titre provisoire dans une académie, sur la base du rang au concours, mais sans obligation de participer au mouvement inter à la fin de l'année de stage. Le Ministère travaille sur un mouvement inter qui ne serait qu'un ineat/exeat.

Nous devons également nous poser la question de l'avenir du corps et des agents déjà recrutés.

Quelle stratégie syndicale :

Le Ministère propose un texte d'entrée dans des négociations.

Problème de démarches et de méthode. Le terrain est miné..

Texte ministériel qui comporte des points d'appui, mais problématique sur le point de l'année de stage et des prérecrutements. Doit-on amender ce texte ?

Problème de l'isolement du SNES sur cette question.

Le texte proposé pose de nombreux problèmes qui méritent notre attention (formation continue hors temps de travail, formateurs, non titulaires...)

Problème de la signature d'un tel document et de la systématisation d'une signature préalable à l'entrée en discussion. Pré Recrutements et année de stages sont-ils des conditions sine qua non ? N'a-t-on pas déjà un texte ficelé, texte qui ne serait pas acceptable ?

Trouver l'équilibre entre l'impossibilité de signer un texte qui inclut des reculs inacceptables (suppression de la formation de stage) et la nécessité de faire acter des avancées dans le cadre des discussions